



Bureau
international
du Travail

Une transition juste vers une économie rurale résiliente et durable

**TRAVAIL DÉCENT DANS L'ÉCONOMIE RURALE
NOTES D'ORIENTATION DES POLITIQUES**

Une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous renforcera la capacité des sociétés à gérer durablement les ressources naturelles, à s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques, à faire face aux problèmes environnementaux, à promouvoir la résilience à ces changements et à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Des mesures inclusives d'atténuation et d'adaptation sont indispensables pour édifier des sociétés et des économies durables et résilientes. La promotion des emplois verts a été reconnue comme l'une des voies de réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. L'écologisation de l'économie rurale est essentielle pour promouvoir des possibilités d'emplois décents et durables, accroître la productivité des ressources et de la main-d'œuvre, ainsi que favoriser l'éradication de la pauvreté et l'inclusion sociale.

Le BIT fournit des conseils, met en œuvre des projets, et aide ses mandants dans les efforts qu'ils déploient en vue de transformer les problèmes environnementaux rencontrés par les économies rurales en des possibilités de développement durable. Toutefois, il reste encore des lacunes à combler sur le plan des connaissances, des politiques et de la mise en œuvre pour s'orienter vers une stratégie plus systématique et globale en faveur d'une transition juste, qui mette en lien la durabilité environnementale et l'égalité entre hommes et femmes avec toutes les dimensions de l'Agenda du travail décent.



1. Logique et justification

Il est impératif de faire face aux changements climatiques et de tenir compte de la dimension écologique du développement durable pour parvenir à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement et socialement durables dans les milieux ruraux est un élément central pour renforcer la productivité des ressources et de la main-d'œuvre, encourager l'éradication de la pauvreté, augmenter les opportunités de génération de revenus et la création d'emplois verts, ainsi qu'améliorer l'inclusion sociale et le bien-être des personnes. Il est indiqué dans le rapport de la Commission mondiale de l'OIT sur l'avenir du travail, *Travailler pour bâtir un avenir meilleur*, que les économies rurales sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques et font partie des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre. Le rapport souligne également qu'il est urgent de promouvoir l'accès à des énergies propres, abordables et renouvelables dans les zones rurales¹.

Près de 1,2 milliards de travailleurs dans le monde, dont la plupart vivent et travaillent dans des zones rurales, dépendent des services écosystémiques dans des secteurs essentiels pour la transition vers une économie verte (par exemple l'agriculture, la sylviculture, la pêche, le tourisme, les énergies renouvelables ou l'eau)². Ces secteurs sont tous indispensables à la réalisation du travail décent dans les économies rurales. Dans certaines régions, plus de 60 pour cent des travailleuses sont employées dans l'agriculture; on estime qu'environ 350 millions de personnes, appartenant en majorité aux peuples autochtones et tribaux, tirent leur source de revenus des forêts, et que plus de 180 millions de personnes, principalement au sein des communautés rurales côtières, dépendent de la pêche³.

Les écosystèmes, ainsi que les services et bénéfices qu'ils offrent, sont de plus en plus menacés par les changements climatiques, et par l'utilisation excessive et la dégradation des terres, de l'eau et d'autres ressources naturelles⁴. Par exemple, l'augmentation de la température moyenne

mondiale entraînera des changements climatiques profonds et aura une incidence sur la production de nombre de cultures telles que le maïs, le blé, le riz, le cacao, le café et le thé. La déforestation nuit à la biodiversité et à la capacité de captage du carbone par les forêts, tandis que la surpêche perturbe l'équilibre de la vie marine. L'exposition à une chaleur et une sécheresse extrêmes rend certaines localités invivables et dangereuses pour les travailleurs.

Ces changements ainsi que d'autres problèmes environnementaux ont une incidence négative sur la productivité, l'emploi, les conditions de travail et les revenus des travailleurs, des employeurs et des producteurs dans les zones rurales, et sont encore aggravés par les pratiques de production non durables⁵. Ils touchent en particulier les femmes, les jeunes, les groupes exposés à la discrimination, tels que les peuples autochtones et tribaux, les migrants et les travailleurs de l'économie informelle, ainsi que les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Les habitants des zones rurales qui vivent dans la pauvreté et dépendent largement des ressources naturelles et des écosystèmes (par exemple, les sols, les forêts, l'eau, les ressources halieutiques et les services écosystémiques) pour subvenir à leurs besoins sont souvent plus exposés aux dangers et aux catastrophes naturelles et n'ont pas accès à une protection sociale suffisante pour minimiser les pertes liées à des catastrophes naturelles⁶. La détérioration de l'environnement augmente les inégalités, peut donner lieu à des migrations et intensifie l'exposition à la discrimination. Le rapport de la Commission mondiale reconnaît qu'il est important d'investir davantage dans l'économie verte pour placer l'avenir du travail sous le signe de l'inclusivité.

Nombre de perspectives et de défis environnementaux comportent une forte dimension sexospécifique, qui doit être prise en considération lors de l'élaboration de politiques et de programmes en faveur d'une transition juste⁷. Les femmes des zones rurales travaillent pour beaucoup dans des secteurs qui dépendent des ressources naturelles, et de ce fait, sont souvent

¹ BIT: *Travailler pour bâtir un avenir meilleur* – Commission mondiale sur l'avenir du travail, Genève, 2019.

² BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois*, Genève, 2018, p. 19.

³ BIT/OIE/CSI/PNU: *Les femmes au travail, tendances 2016*, BIT, Genève, 2016; *Sustaining Forests – A development strategy*, Banque mondiale, Washington, 2004; *Vers le développement durable: Travail décent et intégration sociale dans une économie verte*, BIT, Genève, 2012.

⁴ On entend par «services écosystémiques» les services d'approvisionnement (par ex. l'alimentation, l'eau et le bois), les services de régulation (par ex. la régulation du climat et des maladies), les services de soutien (par ex. le cycle des éléments nutritifs et la pollinisation des cultures) et les services culturels (par ex. les bénéfices liés à la sphère spirituelle et religieuse, ou aux loisirs). Voir le chapitre 1 de la publication *Emploi et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois*, BIT, Genève, 2018.

⁵ BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois*, Genève, 2018, p.24.

⁶ BIT: *The future of work in a changing natural environment: Climate change, degradation and sustainability*, Genève, 2018, chapitres 3 et 4.

⁷ BIT: *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous*, Genève, 2015.

Une transition juste vers une économie rurale résiliente et durable

touchées de façon disproportionnée par les effets néfastes de la dégradation de l'environnement et des changements climatiques⁸ – ce qui pourrait entraîner le renforcement des inégalités entre les femmes et les hommes en terme de ségrégation sectorielle et professionnelle⁹. Comme énoncé dans l'Accord de Paris, une transition juste vers la durabilité ne peut être mise en œuvre que si les mesures prises pour lutter contre les effets des changements climatiques respectent et encouragent l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'équité entre les générations¹⁰. En outre, favoriser la participation des femmes aux prises de décisions concernant les politiques et les mesures à prendre pour promouvoir la durabilité peut améliorer l'égalité entre les hommes et les femmes dans le monde du travail et contribuer à l'établissement de stratégies d'atténuation et d'adaptation efficaces.

Une transition juste et l'écologisation de l'économie rurale peuvent constituer des nouveaux moteurs de croissance et des vecteurs puissants pour la création d'emplois décents, si elles sont accompagnées de politiques et de mesures appropriées. L'Accord de Paris fait état de la nécessité de faire face aux conséquences qu'aura sur le monde du travail le passage à une économie à faible émissions de carbone et durable, en «tenant compte des impératifs d'une transition juste pour la population active et de la création d'emplois décents et de qualité conformément aux priorités de développement définies au niveau national»¹¹.

Les politiques en faveur d'une transition juste devront être respectueuses de l'environnement, tout en cherchant à faire progresser le travail décent: elles devront prendre en considération les risques climatiques et comprendre des stratégies soucieuses du climat en vue de prévenir et atténuer les effets des changements climatiques et s'y

adapter. Des initiatives doivent également être mises en place pour préserver, restaurer et améliorer la qualité de l'environnement dans les zones rurales. L'une de ces mesures pourrait consister à encourager la création d'emplois verts, c'est-à-dire d'emplois décents qui génèrent des bénéfices et des revenus suffisants et permettent de diminuer la consommation d'énergie, de matières premières et de ressources naturelles, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, minimiser la production de déchets et la pollution, protéger et restaurer les écosystèmes et la biodiversité, et contribuer à l'adaptation aux changements climatiques.

Encadré 1: Emplois verts et décents

Les emplois verts sont des emplois décents qui contribuent à préserver et à restaurer l'environnement, tant dans les secteurs traditionnels, tels que le secteur manufacturier ou la construction, que dans les nouveaux secteurs, tels que les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Les emplois verts visent notamment à:

- améliorer l'efficacité énergétique et l'utilisation rationnelle des matières premières;
- limiter les émissions de gaz à effet de serre;
- réduire les déchets et la pollution;
- protéger et restaurer les écosystèmes;
- favoriser l'adaptation aux effets des changements climatiques.

De plus amples informations sont disponibles sur la page suivante: www.ilo.org/greenjobs.

⁸ Conseil économique et social des Nations Unies, 2018. *Problèmes à régler et possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural*. ECOSOC, Commission de la condition de la femme, 2018, conclusions concertées. E/CN.6/2018/L.8

⁹ BIT: *Gender, labour and just transition towards environmentally sustainable economies and societies for all*, Genève, 2017.

¹⁰ CCNUCC. Accord de Paris, Paris, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 2015.

¹¹ Ibid.

2. Champ d'application et définitions

Il est question ci-après de certains domaines d'action qui sont au cœur des économies rurales et pourraient devenir les moteurs d'une transformation économique résiliente et durable. L'OIT dispose d'une solide expérience sur le plan des politiques et du développement de projets dans ces domaines d'action, ce qui lui donne un avantage comparatif pour promouvoir un développement socio-économique durable. Les mesures proposées ci-après nécessiteraient la participation d'un large éventail d'acteurs et de parties prenantes dans les communautés rurales bénéficiaires: producteurs agricoles et leurs organisations, travailleurs et leurs organisations, employeurs et leurs organisations, prestataires de services, autorités régionales et locales, peuples autochtones et tribaux, jeunes et femmes.

(a) Stimuler les économies rurales par l'accès aux énergies propres

L'absence d'accès aux sources modernes d'énergie est fréquente dans les régions rurales des pays en développement et entrave la croissance économique ainsi que la création d'emplois et de moyens de subsistance. On estime qu'environ 1,1 milliard de personnes, soit 14 pour cent de la population mondiale, n'a toujours pas accès à l'électricité, et que 84 pour cent d'entre elles habitent dans des zones rurales¹². Le potentiel de création d'emplois qu'offrent les systèmes de production et de fourniture d'énergies propres est important pour les économies rurales. Les sources d'énergies renouvelables (solaire, éolienne, biomasse ou géothermie) sont facilement exploitables dans beaucoup de zones rurales¹³. Étant donné qu'il s'agit d'une solution plus accessible sur le plan financier et plus rentable pour les populations rurales, l'énergie tirée de ces sources peut être produite à grande comme à petite échelle grâce à l'utilisation de ressources disponibles au niveau local, et est bien adaptée à la production et à l'utilisation dans les zones rurales¹⁴. Ces énergies peuvent générer des revenus satisfaisants pour les producteurs, des revenus fonciers issus des installations, et des emplois dans la construction, la gestion, la maintenance et la distribution des systèmes. L'accès à une énergie abordable rend surtout possibles une série d'autres activités productives, notamment la transformation et le stockage des denrées alimentaires et le transport des produits agricoles. Nombre de ces emplois peuvent attirer les jeunes, car ils requièrent des qualifications

supérieures et peuvent offrir de meilleures possibilités de revenu. Les premières expériences suggèrent que les jeunes femmes et hommes peuvent se saisir des occasions qui s'offrent à eux pour créer des entreprises de services au bénéfice des communautés rurales dans le domaine des énergies nouvelles, ou y travailler, dans la mesure où ils ont accès à ces possibilités moyennant, par exemple, la création de coopératives dont la structure de gouvernance démocratique et le potentiel de création d'emplois locaux peuvent contribuer à promouvoir l'accès à des énergies propres dans les zones rurales¹⁵.

(b) Redynamiser l'agriculture durable

L'agriculture est la deuxième source la plus importante d'emplois dans le monde derrière le secteur des services¹⁶. En 2017, dans les pays les moins avancés et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le secteur employait respectivement près de 70 et 40 pour cent de la population active, et représentait 16 pour cent des emplois dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et 3 pour cent dans les pays développés¹⁷. L'agriculture est le secteur où se concentre la plus grande proportion de travailleurs pauvres dans les pays les moins avancés, ce qui accentue davantage les défis à relever pour parvenir à une croissance agricole durable¹⁸. Les activités agricoles subissent les effets néfastes des changements climatiques, mais contribuent dans le même temps à ce phénomène ainsi qu'à la dégradation de l'environnement, y compris la dégradation des sols et la déforestation. Les exploitations agricoles peuvent être très gourmandes en ressources: elles captent en effet plus de 70 pour cent des ressources mondiales disponibles en eau douce¹⁹. On estime qu'avec la foresterie et les autres affectations des terres, l'agriculture est responsable de presque 31 pour cent des émissions mondiales de gaz à effets de serre²⁰. Les pratiques agricoles conventionnelles reposant sur une utilisation intensive de pesticides et d'engrais représentent un danger considérable pour la santé des travailleurs et seraient à l'origine d'environ

¹² Conseil économique et social des Nations Unies. 2018: *Accroître nettement la part de l'énergie renouvelable d'ici à 2030: le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation. Rapport du Secrétaire général*, Commission de la science et de la technique au service du développement, E/CN.16/2018/2.

¹³ AIE: *Energy Access Outlook: From Poverty to Prosperity*, Paris, 2017, p. 50.

¹⁴ OCDE: *Linking Renewable Energy to Rural Development: Executive Summary Brief for Policy Makers*, Paris, 2011.

¹⁵ BIT: *Vers le développement durable: Travail décent et intégration sociale dans une économie verte*, Genève, 2012, chapitre 5; BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois*, Genève, 2018, p. 61; et BIT: *Providing clean energy and energy access through cooperatives*, Genève, 2013.

¹⁶ BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde 2016: transformer l'emploi pour en finir avec la pauvreté*, Genève, 2016.

¹⁷ BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2018*, Genève, 2018, p. 30.

¹⁸ FAO: *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Tendances et défis*, Rome, 2017.

¹⁹ Ibid.; et statistiques de la FAO (2014) fondées sur le niveau mondial des émissions en 2010. Données disponibles sur la page: <http://www.fao.org/faostat/fr/#data>.

²⁰ GIEC: *Changements climatiques 2014. Rapport de synthèse*.

Une transition juste vers une économie rurale résiliente et durable

200 000 décès par intoxication aiguë chaque année, et d'une série de maladies professionnelles telles que le cancer²¹.

L'un des défis majeurs consiste à produire de la nourriture selon des modes plus efficaces et durables, en réduisant l'utilisation des ressources et les déchets et pertes alimentaires, ainsi qu'en assurant aux travailleurs agricoles des revenus justes et des conditions de travail décentes, tout en améliorant la productivité pour garantir la sécurité alimentaire à l'avenir. On estime que d'ici à 2050, une augmentation de la production de nourriture d'environ 49 pour cent sera nécessaire pour alimenter les 9,7 milliards d'êtres humains que devrait compter la planète²². Il est important de faire en sorte que cette augmentation de la production soit écologiquement durable, mais aussi qu'elle tienne compte des principes du travail décent. L'élargissement des services de vulgarisation agricoles, par exemple, peut faciliter l'utilisation de nouvelles semences et technologies, et associé à des pratiques agricoles avancées, peut déboucher sur une amélioration de la productivité et faire évoluer les petites exploitations agricoles vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement. Les rendements de l'agriculture pluviale dans certaines régions dépendent des régimes saisonniers des précipitations, et peuvent connaître d'importantes variations, ou être différés, en raison des changements climatiques. Ces problèmes peuvent porter gravement atteinte à la productivité²³. Pour parvenir à un développement durable des zones rurales, il est crucial d'examiner le lien entre l'agriculture et les changements climatiques, et entre autres, de promouvoir des stratégies agricoles durables, en plus de veiller au respect des principes et droits fondamentaux au travail, afin de créer des conditions propices aux entreprises et des infrastructures rurales adéquates, et de rendre accessibles les moyens productifs, les marchés et les services financiers. Les pratiques agricoles durables comprennent l'agriculture intelligente face au climat, la promotion de systèmes de production alimentaire zéro déchet et les incitations à l'économie circulaire. Des mesures visant par exemple à encourager les cultures alternatives, à garantir l'accès à une assurance agricole et à promouvoir les activités économiques rurales autres qu'agricoles faciliteront la transition vers des économies rurales durables, résilientes aux changements climatiques et diversifiées²⁴.

(c) Encourager le tourisme durable

Le tourisme est l'un des secteurs qui connaît la croissance la plus rapide. Les destinations rurales, y compris les zones protégées, gagnent en popularité car elles offrent un rythme de vie plus paisible, des aliments produits localement et un environnement naturel. Le tourisme jouit d'un important potentiel en termes économiques, sociaux et d'emplois dans les zones rurales, qu'il s'agisse de possibilités d'emplois dans le secteur lui-même, ou dans des secteurs connexes comme la construction, l'agriculture, la pêche, l'industrie alimentaire, l'ameublement, l'artisanat, les transports, les services collectifs et autres services, y compris la rémunération des services environnementaux. Cependant, le secteur du tourisme est exposé aux problèmes liés à l'environnement et aux effets des changements climatiques. L'augmentation actuelle du niveau de la mer et de la température des océans, par exemple, a déjà des répercussions sur les produits et les infrastructures touristiques, parmi lesquels l'appauvrissement de la biodiversité et la détérioration des ressources naturelles des pays de destination. Les changements climatiques et les conditions météorologiques peuvent réduire l'attractivité d'une destination et peser sur la décision de voyage des touristes, ce qui aura des conséquences négatives sur les entreprises et les possibilités d'emplois dépendant du tourisme au sein des communautés locales.

Pour être durable, le tourisme ne doit pas entamer les ressources naturelles locales et doit fournir des activités économiques aux communautés locales²⁵. Des stratégies d'adaptation et d'atténuation doivent être mises en œuvre pour faire face aux changements climatiques et assurer la durabilité du secteur, notamment par des investissements dans des infrastructures plus résistantes et la diversification des services et des produits visant à réduire la dépendance au climat. Certaines catégories de tourisme, telles que l'écotourisme, l'agrotourisme et le tourisme culturel dans des destinations naturelles, peuvent contribuer à diversifier les économies rurales et offrir de bonnes perspectives en termes de nouvelles sources d'emplois, tout en favorisant la réalisation d'une transition juste²⁶.

²¹ Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 2017: *Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation (Effets néfastes des pesticides sur les droits de l'homme)*, 27 février - 24 mars 2017. <https://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/docs/75session/A-HRC-7-5.doc>; et Organisation mondiale de la santé: *The public health impact of chemicals: knowns and unknowns*, 2016.

²² FAO: *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Tendances et défis*, Rome, 2017, p. 46.

²³ Ibid., p. 5.

²⁴ FAO: *Guide de référence de l'agriculture intelligente face au climat*, chapitres sur la foresterie et les pêches, 2013.

²⁵ BIT: *Directives sur le travail décent et le tourisme socialement responsable*, 2017, https://www.ilo.org/sector/activities/sectoral-meetings/WCMS_546337/lang-en/index.htm.

²⁶ OMT et PNUE: *Climate Change and Tourism – Responding to Global Challenges*, Madrid, 2008.

(d) Restaurer les écosystèmes et mettre au point des moyens pour améliorer la productivité, les revenus et la résilience

Les travaux verts (c'est-à-dire les travaux d'infrastructure et les travaux connexes ayant des avantages environnementaux directs ou répondant à des contextes environnementaux particuliers comme les modifications du climat et les phénomènes météorologiques extrêmes) dans les zones rurales peuvent constituer une stratégie efficace pour créer des emplois, protéger les sources de revenus précaires, mettre au point des moyens de production et restaurer le patrimoine naturel²⁷. Les travaux verts contribuent à la construction d'infrastructures plus résistantes aux changements climatiques et permettant de faire face aux risques qui en découlent. Comme indiqué dans les *Principes directeurs de l'OIT pour une transition juste*, les programmes de travaux publics devraient contribuer à «renforcer la résilience au changement climatique, reconstituer les ressources naturelles et créer de nouveaux biens productifs et durables»²⁸. L'approche des travaux d'infrastructure reposant sur les ressources locales (conservation de l'eau et des sols, infrastructures de protection contre les inondations et amélioration et entretien des transports ruraux) favorise la création d'emplois locaux. Or, employer des travailleurs au niveau local, c'est encourager l'utilisation responsable des ressources locales.

Une stratégie judicieuse consiste à combiner des instruments basés sur le marché ayant un impact immédiat sur les décisions relatives à l'utilisation des ressources et des sols et l'amélioration de la productivité avec des instruments environnementaux plus généraux. Les aides fiscales, les systèmes d'échange de droits d'émission et les systèmes de paiement pour services écosystémiques dans certains domaines (séquestration et stockage du carbone, protection de la biodiversité et des bassins hydrographiques, etc.) sont des exemples de mesures pouvant traduire des objectifs sociaux et créer, dans la durée, des possibilités d'emplois verts. Par ailleurs, des pratiques comme la surexploitation des ressources halieutiques peuvent détruire des millions d'emplois: promouvoir la reconstitution de ces ressources moyennant une réduction de la pêche peut contribuer à accroître les stocks de poissons et les volumes de pêche, en apportant ainsi des bénéfices à l'ensemble du secteur²⁹.

(e) Diversifier l'économie rurale et créer des entreprises vertes et durables

La mise en place de stratégies de diversification économique est un élément essentiel de l'écologisation de l'économie rurale, dans la mesure où cela peut contribuer à l'adaptation aux effets des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement et à leur atténuation³⁰. Des systèmes de production plus variés, résistants et durables, et la diversification vers des activités non agricoles donnent des perspectives économiques et sociales aux communautés rurales tout en préservant les ressources naturelles. Des pratiques respectueuses de l'environnement comme l'agriculture biologique et la valeur ajoutée au niveau local au cours de la transformation, le tourisme rural durable et les entreprises non agricoles, offrent des possibilités d'emplois verts, dont certains nécessitent une main-d'œuvre plus qualifiée et peuvent être source de revenus plus importants dans l'économie locale³¹. Les emplois associés à la production alimentaire pourraient comprendre, entre autres, la production d'intrants verts, la construction d'installations de stockage, la transformation ou l'emballage. La diversification économique peut être encouragée au sein d'autres secteurs, tels que le secteur de la culture et l'industrie de la création³².

Les MPME, y compris les petites exploitations agricoles, sont particulièrement importantes pour faire progresser la durabilité environnementale et promouvoir l'emploi formel dans les économies rurales. Elles peuvent constituer un moteur essentiel de l'innovation écologique, propre à faciliter la transformation dans un grand nombre de secteurs et à créer des possibilités d'emplois verts, en particulier pour les jeunes. Ces entreprises peuvent proposer des solutions innovantes en matière d'adaptation aux technologies, d'agriculture et de production d'énergies renouvelables, mais rencontrent certaines difficultés pour se convertir à la durabilité en raison des coûts supplémentaires qu'elle engendre, y compris le coût des nouvelles technologies, et d'une faible sensibilisation des clients à l'impact de leurs activités sur les changements climatiques et la dégradation environnementale. Parmi les autres difficultés auxquelles font face les MPME, on peut citer l'informalité et l'accès limité à la formation et au financement³³.

²⁷ BIT: *Local investments for climate change adaptation: Green jobs through green works*, Bangkok, 2011.

²⁸ BIT: *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous*, Genève, 2015, disponible sur la page: https://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/publications/WCMS_432859/lang-en/index.htm.

²⁹ BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois*, Genève, 2018.

³⁰ BIT: *Notes d'orientation des politiques: Diversification économique de l'économie rurale*, Genève, 2017.

³¹ BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois*, Genève, 2018, p. 48. D'après les Directives concernant une définition statistique de l'emploi dans le secteur de l'environnement (para. 10), adoptées à la 19e Conférence internationale des statisticiens du travail en 2013, "Les activités dans l'agriculture, la pêche et la sylviculture peuvent être considérées comme écologiques si elles utilisent des pratiques et des technologies écologiquement viables."

³² CNUCED & PNUD 2010: *Creative Economy Report 2010*.

³³ BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois*, Genève, 2018, p. 61.

(f) Compétences pour la transition verte

Les compétences sont essentielles pour que la transition vers une économie verte favorise le travail décent, mais l'inadéquation des compétences demeure un obstacle majeur³⁴. L'un des défis principaux à relever pour réaliser la transition verte et créer des emplois consiste à faire en sorte que les travailleurs, en particulier les jeunes, disposent des compétences nécessaires pour répondre à l'évolution de la demande des économies rurales. Pour ce faire, il faut d'une part que des formations de qualité soient disponibles sur le marché et, d'autre part, que la formation soit accessible, notamment aux jeunes femmes et aux peuples autochtones et tribaux. Le développement et le perfectionnement des compétences amélioreront l'employabilité, la productivité et les revenus des travailleurs, ce qui améliorera leur résilience face à la suppression d'emplois et à la perte de revenus découlant de la transition vers une économie plus respectueuse de l'environnement.

Des réglementations et politiques portant sur la durabilité de l'environnement et le développement des compétences, ainsi que des programmes de formation ciblés et des dispositifs de formation personnalisés au sein des systèmes éducatifs généraux et de formation professionnelle spécialisée, s'ajoutant à la formation en entreprise, peuvent contribuer à anticiper les besoins de compétences, à y répondre, et à éviter l'inadéquation entre l'offre et la demande en la matière. Dans les secteurs des biens et services environnementaux, les professions hautement qualifiées pourraient connaître une pénurie de main-d'œuvre³⁵.

(g) Mettre en œuvre des régimes de protection sociale pour réduire les effets négatifs des changements climatiques

Des mesures, politiques et programmes de protection permettent d'assurer la sécurité de revenus, de créer des possibilités de revenus de remplacement et de contribuer au renforcement des capacités de production dans les zones rurales. Les effets néfastes des changements climatiques vont sans doute accentuer le besoin de systèmes de protection

sociale complets et intégrés, capables de contribuer à une transition juste et au passage vers une économie rurale plus durable³⁶. En raison des taux élevés d'informalité dans l'économie rurale, en particulier dans les activités agricoles, la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle est indispensable pour garantir l'inclusion des travailleurs sur le plan économique, social et juridique. Les coopératives et autres organisations de l'économie sociale et solidaire peuvent jouer un rôle fondamental dans la formalisation de l'économie informelle en transformant des activités qui ne sont souvent que des activités de survie marginales en un travail bénéficiant d'une protection juridique et qui s'intègre pleinement à la vie économique³⁷. Étendre la protection sociale aux travailleurs ruraux contribuera à atténuer les effets de la dégradation de l'environnement et des changements climatiques dans les zones rurales, et à s'y adapter.

(h) Stimuler le dialogue social pour une transition effective, inclusive et productive

Le dialogue social peut jouer un rôle majeur dans la promotion d'une transition juste dans les économies rurales. Il suppose la participation active des gouvernements, des travailleurs et des employeurs dans les secteurs formels traditionnels, et dans l'économie informelle et les nouveaux secteurs verts, où il se peut que les travailleurs ne soient pas syndiqués et que des organisations d'employeurs n'aient pas encore été créées à tous les niveaux. Un engagement tripartite efficace dans le cadre de consultations et de négociations ainsi que la participation de toutes les parties prenantes concernées permettront de recenser les meilleurs moyens de réaliser les objectifs sociaux, économiques et environnementaux et favoriseront la formation d'un consensus et l'appropriation collective par les partenaires sociaux. En outre, le dialogue social peut contribuer à identifier de nouvelles activités et possibilités d'emplois verts, ainsi que des solutions pour remédier aux difficultés qui découlent de la transition, tout en garantissant l'insertion de clauses environnementales dans les conventions collectives³⁸. Un dialogue social plus inclusif contribue souvent à la réussite de la mise en œuvre des politiques et à l'institutionnalisation des mesures environnementales sur le lieu de travail³⁹.

³⁴ Ibid., p. 129-130.

³⁵ Ibid., chapitre 5.

³⁶ Ibid., chapitre 4.

³⁷ Voir la page de l'OIT dédiée aux coopératives: https://www.ilo.org/global/topics/cooperatives/areas-of-work/WCMS_546476/lang-en/index.htm

³⁸ BIT: *Emploi et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois*, Genève, 2018, p. 93.

³⁹ Principes d'orientation adoptés par la Réunion d'experts sur le développement durable, le travail décent et les emplois verts (Genève, 5-9 octobre 2015), BIT, [GB.325/POL/3](#).

3. L'approche de l'OIT

En faisant participer activement les gouvernements, les travailleurs et les employeurs au changement, l'OIT favorise l'écologisation des entreprises et les bonnes pratiques sur le lieu de travail, et sur le marché du travail en général, y compris dans les zones rurales. Cette démarche permet de créer des possibilités d'emplois décents et durables dans le milieu rural, d'améliorer l'utilisation rationnelle des ressources et de promouvoir un développement rural durable et à faibles émissions de carbone. Assurer une transition juste vers la durabilité environnementale fait partie des quatre éléments transversaux déterminants pour l'élaboration des politiques de l'OIT, ce qui signifie qu'elle doit poursuivre cet objectif dans toutes ses activités⁴⁰. Avec l'approbation de ses mandats, l'OIT a adopté un ensemble de *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous*, qui comprend des recommandations concernant les économies rurales visant à assurer la justice climatique, l'équité et une transition juste pour tous.

L'approche de l'OIT contribue à la réalisation des objectifs de développement durable et encourage l'adoption de mesures climatiques en créant des possibilités d'emplois et en protégeant les personnes les plus vulnérables, y compris les femmes, les jeunes et les peuples autochtones et tribaux, et leurs moyens de subsistance. L'avantage comparatif de l'OIT tient à son expérience cumulée dans les domaines de la promotion de l'emploi, la protection et l'inclusion sociales, la protection et la restauration de l'environnement, du dialogue social et du développement économique – domaines tous essentiels au développement durable des économies rurales. Grâce à sa structure tripartite unique, l'OIT rassemble des gouvernements et des organisations d'employeurs et de travailleurs, qui sont des parties prenantes clés pour relever les défis posés par les changements climatiques et formuler et mettre en œuvre des mesures climatiques dans le cadre du dialogue social.

Le Programme de l'OIT pour les emplois verts, mis en place en 2008, témoigne de l'engagement de l'Organisation à agir sur les changements climatiques et promouvoir des sociétés plus économes en ressources et à faibles émissions de carbone. Moyennant un appui consultatif technique pour la création d'emplois verts, cette initiative vise à préserver et restaurer l'environnement, à promouvoir un développement axé sur l'inclusion sociale et à stimuler l'économie en générant des emplois, y compris dans les économies rurales.

Encadré 2: L'Initiative verte

L'Initiative verte fait partie des initiatives du centenaire de l'OIT, qui sera célébré en 2019, et s'articule autour des trois grands axes suivants:

- faire progresser la compréhension des défis et des enjeux découlant de la transition écologique pour le monde du travail, ainsi que les recherches à ce sujet;
- élaborer les réponses du monde du travail dans tous les secteurs pour rendre le travail décent accessible à tous et assurer la justice pour tous;
- bâtir des partenariats stratégiques aux niveaux national, régional et international.

Cette initiative vise à renforcer les connaissances, les réponses politiques et la capacité de l'OIT à gérer une transition juste vers un avenir à faibles émissions de carbone et durable. L'objectif de l'Initiative verte est de donner aux acteurs du monde entier les moyens de comprendre les défis et les enjeux de la transition qui s'annonce, et de les aider à prendre une part active dans la gestion du changement. Elle continuera de démontrer que le travail décent et le dialogue social sont des éléments primordiaux pour opérer une transformation radicale⁴¹.

⁴⁰ BIT: *Propositions de programme et de budget pour 2018-19*, Conseil d'administration, 329^e session, Genève, mars 2017.

⁴¹ Pour de plus amples informations, voir la page de l'OIT sur l'Initiative verte: https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/history/centenary/WCMS_502353/lang-fr/index.htm.

4. L'expérience de l'OIT à ce jour

L'expérience de l'OIT s'étend à un large éventail de domaines d'action et de secteurs importants pour l'écologisation des économies rurales. Depuis 2008, plus de 30 pays ont bénéficié de renforcement des capacités et de services consultatifs en matière d'emplois verts, et accueillis des projets pilotes, y compris des projets de coopération pour le développement. L'OIT a soutenu la production d'énergies propres en milieu rural au Bangladesh, la promotion d'emplois verts dans l'écotourisme en Indonésie, les migrations et la durabilité environnementale au Sahel, l'établissement de banques rurales et coopératives aux Philippines et la production zéro déchet de bananes biologiques en République dominicaine.

(a) Promotion d'emplois verts pour les jeunes en Égypte (2011-2016)

Le projet de l'OIT intitulé *Decent Jobs for Egypt's Young People* («Des emplois verts pour les jeunes égyptiens»), mené avec l'appui du gouvernement du Canada, visait à créer des possibilités d'emplois pour les jeunes dans le cadre d'activités écologiquement durables et à promouvoir les emplois verts tant au niveau national que local, dans trois gouvernorats. Le projet a contribué à sensibiliser le public et à établir un dialogue en ce qui concerne les avantages potentiels des emplois verts dans plusieurs secteurs, y compris l'agriculture, le tourisme, le recyclage des déchets et les énergies renouvelables. Il a permis de créer des emplois verts dans le domaine des énergies propres et renouvelables moyennant l'établissement de deux unités de biogaz, qui sont totalement opérationnelles depuis 2014. Dans le domaine de l'agriculture, plusieurs mesures visaient à appuyer un développement agricole durable via la mise en œuvre de méthodes innovantes d'amélioration des pratiques agricoles. Plus de 3000 emplois⁴² ont été créés dans le cadre de ce projet.

(b) Des sources de revenus vertes pour les populations rurales en vue de favoriser la résilience face aux changements climatiques au Pakistan (2013-2016)

En collaboration avec la FAO et ONU Femmes, l'OIT a mis en œuvre un programme conjoint des Nations Unies pour le rétablissement des moyens de subsistance, à la suite des pluies de la mousson de juillet 2010 qui ont inondé une grande partie du territoire pakistanais. Le programme

visait à rétablir et protéger les moyens de subsistance de la population rurale exposée aux inondations et à améliorer leur résilience face aux catastrophes climatiques, en renforçant leurs capacités en matière de production agricole et en favorisant des sources de revenus autres qu'agricoles. Les activités principales étaient axées sur la promotion de bonnes pratiques agricoles, la gestion de l'après-récolte, la gestion de l'eau à usage agricole et le développement de compétences professionnelles favorables à la création d'entreprises vertes dans divers domaines d'activité. Près de 12 000 familles rurales dans 120 villages, soit environ 86 000 travailleurs agricoles et non agricoles, ont bénéficié de ce projet⁴³.

(c) Emplois verts dans le secteur de la construction en Zambie (2013-2018)

En partenariat avec le gouvernement et les parties prenantes du secteur de la construction, le programme Emplois verts mené par l'OIT visait à améliorer la compétitivité et à encourager la création de MPME durables dans le secteur du bâtiment et de la construction en Zambie. Ce projet a permis d'améliorer les revenus et les moyens de subsistance des ménages, et contribué à créer des emplois durables et verts, en particulier pour les jeunes hommes et femmes, y compris dans les zones rurales, où la pauvreté touche 76,6% de la population⁴⁴. En utilisant une approche axée sur le développement de la chaîne de valeur, le programme a mis en place des mesures coordonnées à différents niveaux, en suivant trois objectifs principaux: sensibiliser le public aux avantages de la construction écologique pour stimuler la demande de produits et services connexes; promouvoir l'établissement d'un cadre réglementaire précis propre au secteur, qui incite les promoteurs immobiliers privés et publics à privilégier des matériaux de construction, des produits et des méthodes respectueux de l'environnement; et renforcer les capacités des MPME locales à participer pleinement aux marchés de produits et de services écologiques dans les secteurs tels que la construction, l'agriculture et le tourisme. En 2016, le programme a soutenu la création de 2 889 emplois décents et verts, et permis d'améliorer les 2 910 emplois existants dans les MPME moyennant l'extension de la protection sociale, d'améliorer la sécurité et la santé au travail et l'accès aux régimes d'assurance maladie, et de promouvoir le respect de la liberté syndicale, des droits au travail et du dialogue social, qui revêtent une importance

⁴² Pour de plus amples informations, voir la page de l'OIT sur le projet *Egypt: Green jobs promotion for youth* (en anglais seulement): https://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/projects/africa/WCMS_250675/lang-en/index.htm

⁴³ Pour de plus amples informations, voir la page de l'OIT (en anglais seulement): https://www.ilo.org/islamabad/whatwedo/publications/WCMS_371565/lang-en/index.htm

⁴⁴ Bureau central des statistiques de Zambie, 2015: *Living conditions monitoring survey (LCMS) report*, Lusaka, 2016.

particulière pour les habitants des zones rurales, notamment les femmes⁴⁵.

(d) Emplois verts dans le secteur sucrier à El Salvador (2016)

Le secteur sucrier est stratégique pour la production et l'emploi dans les milieux ruraux à El Salvador; et la production de sucre ne cesse d'augmenter ces dernières décennies. La récolte de la canne à sucre dépend largement du travail manuel.

En partenariat avec Fundazucar Foundation, le BIT a mis au point un *Manuel des bonnes pratiques agricoles pour la culture de la canne à sucre à El Salvador*, dans le cadre plus large de l'amélioration des conditions de travail dans l'économie rurale et de la mise en œuvre progressive du développement durable dans la production du sucre. Ce manuel est destiné aux producteurs de sucre et à leurs travailleurs, et comprend une série de recommandations en faveur de la durabilité de la production de la canne à sucre fondées sur des réglementations internationales et nationales⁴⁶.

⁴⁵ Pour plus d'informations, voir la page: <http://www.zambiagreenjobs.org/index.php/2014-10-07-10-16-31/current-affairs/131-semi-annual-results-at-a-glance>

⁴⁶ https://www.ilo.org/sanjose/sala-de-prensa/WCMS_445530/lang-es/index.htm

5. Conseils pratiques et ressources

L'OIT a développé un portefeuille croissant de mesures grâce à ses activités de conseil et à ses projets de coopération pour le développement afin de promouvoir des emplois décents et durables dans les économies rurales. Elle aide les gouvernements à envisager la mise en œuvre des *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous*, qui comprennent des recommandations en faveur d'une économie rurale plus écologique⁴⁷. En outre, plusieurs instruments de l'OIT mettent en avant la notion de transition juste vers une économie verte au service du développement durable; c'est notamment le cas des normes relatives à la sécurité et la santé au travail, à l'inspection du travail, à la protection sociale, aux peuples autochtones et tribaux, aux politiques de l'emploi et au développement des compétences. Avec l'adoption de politiques concernant la durabilité environnementale en 2016, l'OIT a réaffirmé sa responsabilité vis-à-vis de la protection de l'environnement en intégrant progressivement la durabilité environnementale dans ses cadres de gestion axés sur les résultats. L'OIT encourage une transition juste et la création d'emplois verts à différents niveaux, y compris la recherche et la sensibilisation, les politiques nationales et les services de conseil techniques, le renforcement des capacités des mandants par la formation et le partage des connaissances, et les partenariats stratégiques.

(a) Recherche et sensibilisation

La publication phare du BIT de 2018, intitulée *Emploi et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois*, traite de la durabilité environnementale dans le monde du travail. Elle porte en particulier sur les effets que les changements climatiques et la dégradation de l'environnement auront sur les marchés du travail, le nombre d'emplois et leur qualité, et tente de mesurer les transformations qui devraient avoir lieu aux niveaux intrasectoriel et intersectoriel.

L'OIT a mis au point plusieurs outils quantitatifs et analytiques qu'elle utilise pour évaluer les besoins en termes d'emploi, de revenus et de compétences pour promouvoir l'écologisation des économies au niveau des entreprises, des secteurs et des pays. En 2013, elle a créé le *Green Jobs Assessment Institutions Network* (GAIN), réseau de recherche qui a pour objet l'acquisition et l'approfondissement des connaissances relatives à l'application des modèles d'évaluation quantitative et d'analyse stratégique des emplois verts. Ce réseau est également un outil de partage de connaissances et de renforcement des capacités des institutions dans les pays en développement⁴⁸.

⁴⁷ BIT: *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous*, Genève, 2015.

⁴⁸ Pour plus d'informations, voir la page: https://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/areas-of-work/WCMS_565193/lang-en/index.htm

(b) Appui aux mandants au niveau national

Prenant appui sur les travaux de recherche, l'OIT soutient l'élaboration de plans d'action concernant les politiques et les mesures relatives à l'emploi et au marché du travail, qui traitent de questions liées au travail décent et productif, aux entreprises durables, à la transition juste et à la protection sociale, et aident les mandants à orienter les instruments du marché du travail en faveur des jeunes et des groupes exposés à la discrimination. L'OIT appuie également la mise en œuvre de projets de coopération pour le développement dans une série de domaines en favorisant le travail décent et durable.

(c) Renforcement des capacités et partage des connaissances

Dans le but d'apporter une aide à ses mandants, l'OIT a élaboré plusieurs produits et outils de connaissance, y compris des rapports mondiaux, régionaux et nationaux, des outils d'évaluation des emplois verts, des documents de travail et des notes stratégiques, des lignes directrices, des études de cas, des supports de formation et de sensibilisation, et des documents d'information de caractère général. Les programmes de formation dispensés aux niveaux international, national et régional visent à permettre aux parties prenantes d'acquérir les connaissances nécessaires pour participer efficacement aux discussions sur les politiques relatives au travail et à l'environnement.

(d) Partenariats stratégiques - L'Initiative Emplois verts et les autres initiatives

Les principaux partenariats stratégiques de l'OIT comprennent le partenariat avec le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et le partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte (PAGE). Entre 2009 et 2014, l'OIT, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Confédération syndicale internationale (CSI) et l'Organisation internationale des employeurs (OIE) ont mis au point l'initiative Emplois verts. L'OIT est également partenaire de la plateforme de connaissances sur l'économie verte (GGKP), soutenue conjointement par le Groupe de la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le PNUE et l'Institut mondial de la croissance verte. En outre, l'OIT participe activement au groupe de coordination interinstitutions des Nations Unies sur le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables.

Outils

Harsdorff, M; Phillips, D., 2013: *Methodologies for assessing green jobs*, BIT, Genève, 2013

Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous, BIT, Genève, 2015

Start and Improve Your Green Construction Business Training, BIT-ITC, Turin, 2014

Draft guidelines for the statistical definition and measurement of employment in the environmental sector, Rapport général, Conférence internationale des statisticiens du travail, BIT, Genève, 2013

Providing clean energy access through cooperatives, Service des coopératives et Programme Emplois verts, BIT, Genève, 2013

Start Your Waste Recycling Business, BIT, 2007

Jarvis, A; Varma, A; Ram, J.: *Assessing green jobs potential in developing countries: A practitioner's guide*, BIT, Genève, 2011

Publications

Harsdorff, M.; Lieuw-Kie-Song, M.; Tsukamoto, M.: *Vers une approche de l'OIT pour l'adaptation au changement climatique*, Document de travail de l'emploi n°104, BIT, Genève, 2011

Harsdorff, M.: *The economics of biogas. Creating green jobs in the dairy sector in India*, BIT, Genève, 2014

Emploi et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois, BIT, Genève, 2018

The future of work in a changing natural environment: Climate change, degradation and sustainability, BIT, Genève, 2018

Les peuples autochtones et les changements climatiques: De victimes à agents de changement grâce au travail décent, BIT, Genève, 2017

Gender, labour and a just transition towards environmentally sustainable economies and societies for all, BIT, Genève, 2017

Développement durable, travail décent et emplois verts, Rapport V, Conférence internationale du travail, 102^e session (2013), BIT, Genève, 2013

Social Dialogue for Sustainable Development: a review of national and regional experiences, BIT, Genève, 2012

Greening the Economies of Least Developed Countries: The Role of Skills and Training, BIT, Genève, 2012

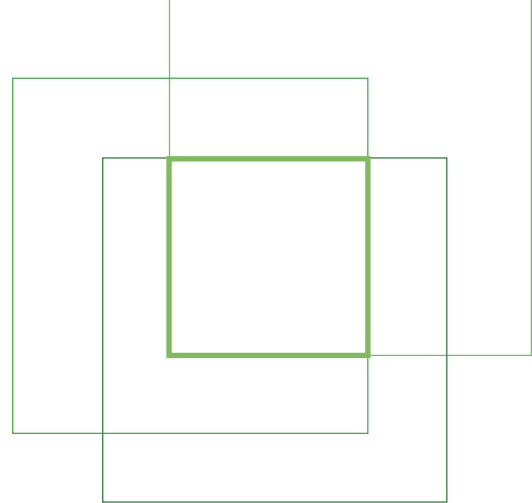
BIT/OEI/CSI/PNUF, 2012: *Working towards Sustainable Development: Opportunities for Decent Work and Social Inclusion in a Green Economy*, Genève, 2012

Green Jobs: Towards Decent Work in a Sustainable, Low-Carbon World, BIT, Genève, 2008





Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale



Favoriser une croissance agricole inclusive pour parvenir à des meilleurs moyens de subsistance et à une plus grande sécurité alimentaire

- Travail décent, sécurité alimentaire et résilience des moyens de subsistance en milieu rural
- Travail productif et décent dans l'agriculture

Encourager la diversification économique et la transformation des systèmes de production pour l'emploi rural

- Diversification économique de l'économie rurale
- Promouvoir le travail décent pour les travailleurs ruraux qui sont au bas de la chaîne d'approvisionnement
- Le rôle des entreprises multinationales dans la promotion du travail décent dans les zones rurales
- Transition de l'économie rurale informelle vers l'économie formelle
- Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales

Favoriser l'accès à des services, à une protection et à des investissements à forte intensité de main-d'œuvre

- Donner accès à des services de qualité dans l'économie rurale pour favoriser la croissance et le développement social
- Étendre la protection sociale à l'économie rurale
- Développer l'économie rurale par l'inclusion financière: Le rôle de l'accès au financement
- Investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans les infrastructures rurales en vue du développement économique, de la protection sociale, de la protection de l'environnement et de la croissance inclusive

Garantir la pérennité et l'exploitation des avantages des ressources naturelles

- Une transition juste vers une économie rurale résiliente et durable
- Le travail décent dans la foresterie
- Exploiter le potentiel des industries extractives
- Eau et amélioration des moyens de subsistance en milieu rural

Accroître la représentation des populations rurales grâce à l'organisation de la promotion des droits, des normes et du dialogue social

- Droits au travail dans l'économie rurale
- Promouvoir le dialogue social dans l'économie rurale
- Favoriser le développement local dans les zones rurales grâce aux coopératives et aux autres entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire
- Travail décent pour les peuples autochtones et tribaux dans l'économie rurale
- Donner des moyens d'action aux femmes dans l'économie rurale
- Travail décent pour les jeunes ruraux
- Promouvoir des politiques équitables et efficaces en matière de migration de main-d'œuvre dans l'agriculture et les zones rurales

Améliorer la base de connaissances sur le travail décent dans l'économie rurale

- Enrichir la base de connaissances pour favoriser la promotion du travail décent dans le monde rural

Pour plus d'informations, visitez notre site web: www.ilo.org/rural ou écrivez à: rural@ilo.org